

**Pouvoirs, territoires et stratégie de contrôle : les *desplazamientos forzados intra-urbanos* à Soacha, Hauts de Cazucá (Colombie). Analyse ethnologique d'une mobilité sous contrainte silencieuse ancrée dans le temps de la guerre**

**Power, territory, and control strategies: the *desplazamientos forzados intra-urbanos* in Soacha, Cazucá Highlands (Colombia). An Ethnological Analysis of a Silent Forced Mobility Rooted in Time of War**

REBUT: 05.01.2014 // ACCEPTAT: 06.06.2014

Tiphaine Duriez

*Laboratoire Interdisciplinaire Récits, Cultures et Sociétés (LIRCES),  
Université Nice Sophia Antipolis*

**Résumé**

La Colombie est plus généralement connue pour être "violente" que pour être traversée par une guerre interne. Tristement renommée pour le narcotrafic de cocaïne qui s'est développé au sein de son territoire au cours des années 1980, il n'en demeure pas moins que ce pays a éprouvé des affrontements armés de manière quasi ininterrompue depuis près de soixante-dix ans. Dans les faits, le conflit armé interne colombien est complexe à appréhender, car il présente plusieurs échelles dans le déroulement des combats. Ainsi, au fil du temps, il a adopté un caractère protéiforme et ses conséquences sur le social se sont démultipliées. Cependant, l'une des plus visibles demeure les déplacements forcés interne de population provoqué dans son sillage et qui, depuis une dizaine d'année, s'observe aussi dans les grandes agglomérations urbaines du pays. Cet article se propose de revenir sur cette modalité migratoire en s'appuyant sur des données ethnographiques afin de souligner les multiples contraintes qui l'impulsent. S'inscrivant dans des logiques de contrôle, l'identification de ces dernières comme porte à controverse. Aussi, si certains estiment que ces mouvements sont le fruit de "violences urbaines", d'autres estiment qu'elles témoignent d'une urbanisation des dynamiques du conflit armé interne.

**Mots clés:** territoire, déplacements forcés de population, violences urbaines, urbanisation de la guerre, pouvoirs, stratégie de contrôle.

**Abstract**

Colombia is more known as a "violent" country than as a land crossed by an internal armed conflict. Sadly famous for the drug traffic that his territory experienced since the eighties, this nation endured continuous armed clashes since almost seventy years. In consequence, and because of the various scales he progressively took, the current Colombian internal armed conflict is complex to understand: over time, he turned into a multiform battle with plural consequences on the social life aspect. However, one of the most visible effects of its advent remains in the internal forced migrations of population it caused. Thus, researchers and Nongovernmental organizations point out the urban manifestations that this movement tends to take in the Colombian largest cities. The aim of this article is to describe and analyse the urban modalities of this type of forced migration by drawing on ethnographic data and in order to emphasize the plural coercions that cause them. Indeed, identifying these constraints reveals itself controversial because deriving from many logics of control. Thence, if some consider that such movements are the result of "urban violence", others argue that they mark the inscription of the internal armed conflict into the cities.

**Keywords:** territory, forced displacement of population, urban violence, urban inscription of the internal armed conflict, powers, control strategies.

## Introduction

L'un des phénomènes les plus visibles du conflit armé interne colombien demeure les mouvements de fuites de population qui l'ont accompagné depuis ses débuts. Dans les faits, ils combinent les migrants « de la guerre », c'est-à-dire les réfugiés, les demandeurs d'asile<sup>1</sup>, mais aussi ceux l'Organisation des Nations Unies<sup>2</sup> a nommé « Personnes Déplacées à l'Intérieur de leur Propre Pays<sup>3</sup> », et ceux de la misère qui s'est développée dans son sillage. Pour répondre à l'instabilité générée par le développement des mobilités contraintes dans son espace territorial, l'État colombien moderne a mis au point une *sérialisation*, une *codification* ainsi qu'une *spatialisation* de ce phénomène (Abélès 2008: 141).

Par *sérialisation*, nous faisons référence à la création de la catégorie de *desplazados forzados por la violencia* en 1997. Ainsi, en Colombie, le *nomos* codifie la série des déplacements forcés internes comme découlant de *violence* provoquée par les multiples acteurs armés intégrant le conflit interne. Cependant, cette « cause » ne se manifeste pas clairement dans le réel et il est difficile d'établir la responsabilité des acteurs à l'origine de sa production de façon univoque : la violence y est diffuse. En ce sens, elle peut se manifester tout aussi physiquement que symboliquement, verbalement ou encore psychologiquement, de manière aussi bien organisée que désorganisée et de façon directe (actes/parole) ou indirecte (écrit/rumeur).

Par *codification*, nous évoquons leur recensement par la statistique. Cette entreprise fut officiellement inaugurée l'année de ratification de la loi 387, soit en 1997, date à laquelle le *desplazamiento forzado* fut décliné en catégorie juridico-politique : celle des *desplazados forzados*. Cependant, des ONG locales s'étaient déjà attelées à ce vaste chantier. Il convient de souligner que la *codification* découle de la *sérialisation* mise en place par le gouvernement colombien pour veiller à l'évolution du phénomène du *desplazamiento forzado*. Aussi, dans la praxis, l'adoption de la loi 397 s'est traduite par la constitution d'un appareil exécutif sectoriel ayant pour fonction de veiller à l'application des textes afférents à la prise en charge des populations dites *desplazadas*. Or, pour pouvoir être intégrées dans le système que l'État a développé pour leur venir en aide, ces dernières doivent déclarer les faits auprès des institutions compétentes de l'exécutif.

Dès lors, l'étape de *codification* permet d'établir une *spatialisation* des populations affectées par le phénomène du *desplazamiento forzado*. Cependant, cette dernière ne se traduit pas par la création de camps, mais se traduit par l'établissement de trajectoires migratoires permettant de délimiter les lieux d'expulsions et ceux dits de réceptions de ces migrants « de la guerre ». Or, la lecture de ces derniers dresse un constat sans équivoque : ces victimes de guerres se

---

<sup>1</sup> Selon l'UNHCR, un nombre important de réfugiés colombiens sont dispersés à travers le globe. Ces derniers s'élevaient à 395 600 personnes à la fin de l'année 2010, parmi lesquelles il convient de noter que 113 200 bénéficiaient du statut de réfugiés, le reste étant en attente de reconnaissance de ce statut.

<sup>2</sup> Dorénavant, il sera fait mention de cet organisme sous l'acronyme ONU.

<sup>3</sup> Dorénavant, il sera fait mention de ces victimes de guerre sous l'acronyme PDIPP, lequel renvoie à la définition qu'en admet l'UNHCR et qui a été établie dans *Les Principes Directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays* en 1998. En 2012, leur nombre oscillait entre 4 744 046 et 5 712 506 en Colombie, le premier nombre étant celui communiqué par le gouvernement au Centre de la Mémoire Historique et le second faisant état des estimations effectuées par la *Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento* (CODHES).

sont massivement réfugiées dans les zones blanches (Vasset 2007) des quadricéphales (Gouëset 1998) colombiennes au cours des années 1970-1980.

Aussi, les données construites par l'appareil exécutif colombien sur les trajectoires migratoires suivies par les *desplazados* témoignent d'un déséquilibre marqué entre le milieu rural et le milieu urbain : si le premier est principalement considéré comme l'espace *d'expulsion du mouvement*, le second est, quant à lui, essentiellement étudié pour sa dimension de zone de *réception des migrations*. De ce fait, les modalités urbaines des déplacements de population n'ont été que rarement abordées depuis l'angle d'une contrainte entretenant des *nexus* avec le conflit armé interne colombien. Le propos de cet article est donc de revenir sur ces cas, en prenant pour exemple le Municipio de Soacha. Nous l'avons choisi, car si ce dernier constitue le premier municipio du département du Cundinamarca en termes de réception de population *desplazada forzada*, il est aussi celui qui en expulse le plus.

Dans ce papier, nous proposons de retranscrire l'une des multiples manifestations du *desplazamiento forzado*, à savoir ses modalités intra-urbaines. Si je les ai étudiées dans le cadre de ma recherche doctorale en ethnologie, j'ai aussi été amenée à les observer au cours de mes séjours de recherche. Aussi, l'ensemble des données sur lesquelles s'appuie ce papier a été collecté au cours des périodes de recherches<sup>4</sup> effectuées en Colombie dans le cadre de ma thèse.

Dans un premier temps, il convient de présenter brièvement cet espace. En effet, nous ne saurions comprendre les réticences à reconnaître une modalité urbaine au *desplazamiento forzado* sans saisir les enjeux liés aux territoires sur lesquels elle a cours : répulsifs pour les urbains, ils demeurent attractifs pour les groupes armés dits « illégaux »<sup>5</sup> intégrant le conflit colombien.

Ce faisant, nous pourrions revenir, dans un second temps, sur la spécificité du *desplazamiento forzado intra-urbano*. Bien souvent analysée depuis une lecture type les inscrivant dans l'ensemble des « mobilités résidentielles », la dimension contraignante qui leur est généralement prêtée les rattache à la sphère économique ou à celle de l'ensemble des « violences » dites « urbaines ». Demeure néanmoins que la pratique de ces migrations forcées ne saurait être désarticulée de celles observées dans les campagnes et que les contraintes qui les impulsent sont, au même titre que celles ayant cours dans les campagnes, de l'ordre du multiple.

Aussi, nous verrons, dans un troisième temps, en quoi cette modalité de mobilité forcée présente des similitudes avec les *desplazamientos forzados* pratiqués sur les populations civiles rurales colombiennes. En ce sens, il serait inexact de penser que la nature du territoire depuis lequel s'amorce ce mouvement migratoire essentialise *per se* les raisons de son avènement. Dans les campagnes comme dans les villes, la pratique de *desplazamientos forzados* s'inscrit dans des logiques de pouvoirs plurielles répondant aussi bien à des motifs politiques qu'à des raisons économiques, toutes ayant un lien avec le conflit armé interne.

<sup>4</sup> Ces séjours ont eu lieu en 2009, 2010, 2011 et 2012, à la fois à Medellín et à Soacha, dans les Comunas 4 et 6 de ce municipio. Cependant, les extraits d'entretiens employés dans cet article ne sont issus que des séjours de terrains effectués à Soacha.

<sup>5</sup> Dorénavant, il sera fait mention de ces acteurs armés sous l'acronyme IAG.

**Soacha, « un endroit qui résume tous les problèmes de la Colombie »<sup>6</sup> : Les Hauts de Cazucá, une hétérotopie disputée**

Soacha est un municipe colombien situé à un kilomètre au sud-ouest de Bogotá. Il convient de distinguer la partie rurale de la partie urbaine qui conforment, ensemble, cette unité territoriale administrative. En ce sens, si la *cabecera municipal* opère son administration sur une superficie territoriale totale de 184.45 km<sup>2</sup>, sa juridiction s'effectue sur un espace de double nature de surface disproportionnée avec, d'une part, un secteur urbain et, d'autre part, une large campagne. Aussi, l'espace administré par la municipalité de Soacha enregistre de fortes disparités entre ruralité et urbanité, et ce, aussi bien en termes de superficie qu'en terme de population (DANE 2010: 1). Satellitaire vis-à-vis du district capital pendant près de trois siècles, le territoire soachuno occupe actuellement une place importante dans l'espace métropolitain de la capitale colombienne.

Sur le plan économique, ce municipe constitue l'un de ces principaux centres industriels de la Sabana. Aussi, ce facteur le rend attractif pour les migrants, car laissant entrevoir la possibilité d'accéder rapidement à des emplois stables, bien que cela ne soit pas le cas. En ce sens, il convient de souligner que si Soacha continue de s'étendre et que sa population augmente, l'industrie quant à elle stagne. Il ne peut cependant pas être dit que la ville accuse un processus de *désindustrialisation* : en Colombie, la part du secteur secondaire est minoritaire par rapport aux secteurs tertiaires et primaires, conséquence de la politique exportatrice adoptée par cette République depuis sa création. Il demeure néanmoins que Soacha est décrite comme une ville porteuse d'avenir par sa municipalité. Dès lors, elle attire nombre de jeunes ménages qui, originaires de la ville de Bogotá ou provenant d'autres régions du pays, viennent s'installer sur ce municipe. Ces dynamiques résidentielles répondent aussi à une rationalité économique. En effet, il est plus aisé d'accéder à la propriété sur le territoire soachuno que dans l'enceinte du District capitale, et ce, compte tenu du prix élevé du foncier qu'enregistre ce dernier.

Sur le plan démographique, Soacha recense la population la plus importante de l'espace de la Sabana de Bogotá. Selon les chiffres communiqués par le Département Administratif National Colombien des Statistiques (DANE 2005 :1), sa population s'élevait, en 2005, à 398.295 habitants et les projections effectuées par cette même institution estiment qu'elle se somrait déjà à 455.992 habitants en 2010. Dans les faits, la majorité de cette dernière se dispose sur l'espace urbanisé du municipe. Cependant, ce dernier accuse lui-même une double nature : alors que dans la vallée, les constructions et les habitations sont considérées comme légales, sur les versants surplombant le municipe, les logements relèvent, aux yeux de l'administration, de l'illégal. Aussi, deux entités urbaines municipales se profilent : la formelle et l'informelle.

Selon les statistiques disponibles, les cas de *desplazamientos forzados* opérés de façon intra-urbaine ont majoritairement cours sur les quartiers informels, lesquels recourent, même s'ils ne procèdent pas des mêmes dynamiques d'implantation, les quartiers pirates et ceux dits d'invasions. Aussi, l'essentiel de notre enquête de terrain s'est déroulé sur l'un de ces espaces de réception des migrants *dans* la guerre, où l'idéal du monde-ville se heurte à la réalité de la ville-

---

<sup>6</sup> Extrait du discours prononcé par le Secrétaire Général des Nations-Unies, Ban Ki-Moon, lors de sa visite sur les Altos de la Florida – Soacha, le 12 juin 2011.

monde<sup>7</sup>, laissant libre cour à la construction d'une non-ville:<sup>8</sup> la Comuna 4 des Hauts de Cazucá.

Considérée comme « dangereuse », les risques que présente la Comuna 4 sont tout autant naturels que *culturellement* explicités. En ce sens, il convient de souligner que si elle est située sur un site présentant des « hauts risques géologiques », elle se situe aussi dans le prolongement de la localité 19 de Bogotá, Ciudad Bolívar, laquelle est aussi surnommée « l'Autre Ville » (Uribe Alarcón & Vasquez 1995 : 85) par les résidants du District Capital.

Ainsi, les territoires périurbains marginaux à l'image des Hauts de Cazucá constituent des lieux qui sont représentés comme « autres » par rapport à la ville, c'est-à-dire à ce qui est admis quant à son histoire, sa fonction, l'identité qu'elle véhicule et les relations qu'elle instaure. Ils demeurent néanmoins des lieux, ne serait-ce que de par l'altérité qui les désigne : ce sont des « autres lieux », des hétérotopies, pour reprendre le concept que Michel Foucault présenta au cours d'une conférence au Cercle d'études architecturales en 1967.<sup>9</sup> En ce sens, il convient, pour comprendre l'organisation sociale en vigueur sur ces espaces de l'entre-deux, de considérer que :

Nous sommes à une époque où l'espace se donne à nous sous forme de relations d'emplacements, [et que] parmi tous ces emplacements, certains d'entre eux [...] ont la curieuse propriété d'être en rapport avec tous les autres emplacements, mais sur un mode tel qu'ils suspendent, neutralisent ou inversent, l'ensemble des rapports qui se trouvent, par eux, désignés, reflétés ou réfléchis (Foucault 2004: 13-14).

De fait, l'exclusion dont font l'objet les espaces périurbains informels ne peut être appréhendée sans tenir compte du degré d'inclusion qu'ils entretiennent avec les lieux qui leurs sont spatialement périphériques. Aussi, et bien qu'informel, cet espace n'est pas exempt d'intérêts pour les IAG intégrant le conflit armé interne colombien. En effet, il convient de le considérer comme

[...] politique. L'espace n'est pas un objet scientifique détourné par l'idéologie ou par la politique ; il a toujours été politique et stratégique. [...] il est déjà occupé, aménagé, déjà objet de stratégie ancienne [...]. L'espace a été façonné, modelé, à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiques (Lefebvre 1974: 187).

Au cours du travail de recherche, les témoignages recueillis auprès des résidants du municé firent ainsi état de leur présence:

J'ai été abordé par un jeune homme de type européen qui s'est présenté à moi comme le coordinateur des FARC à Soacha il y a 3 ans. Depuis que j'occupe ce poste, j'ai fait l'objet de trois attentats [...] j'en ai gardé des brochures [...] (Fonctionnaire, 2012).

Ici, les AUC sont venues, ici même, pour se présenter devant nous. « Bonjour, nous sommes des AUC, nous sommes enchantés de vous connaître et de vous rencontrer. Nous ne sommes pas venus pour tuer, mais pour vous proposer et vous garantir nos services. Si nous pouvons faire quelque chose pour vous, ça sera avec grand plaisir ». Elles sont ici... (Travailleur humanitaire, 2012).

---

<sup>7</sup> Marc Augé, 2009, p.39

<sup>8</sup> Michel Agier, 1999

<sup>9</sup> Michel Foucault n'autorisa la publication de cet article qu'en 1984, date à laquelle son article paru dans le cinquième numéro de dans la revue *Architecture, Mouvement, Continuité* sous l'intitulé « Des espaces autres ».

Par ailleurs, cet état de fait est régulièrement signalé par des institutions gouvernementales, la Defensoría del Pueblo l'ayant à nouveau évoqué dans un communiqué de presse datant de 2013 :

[...] Soacha est considéré comme un territoire de valeur stratégique pour les groupes armés illégaux du fait de l'ampleur du réseau de communication routier qui y articule la Sabana de Bogotá avec la région du Sumapaz, le centre et l'orient du pays ; cela facilite la pratique d'activités illicites, le transit et la dissimulation des intégrants de groupements armés, de même que le contrôle des zones d'accès et de sortie de la capitale du pays depuis une aire de conurbation complète (Defensoría del Pueblo, juin 2013).

Cependant, il est difficile d'établir avec précision l'identité de ces groupes. Agissant par bandes interposées, leur stratégie consiste à la garder caché afin de ne pas entrer en confrontation directe avec les forces armées régulières (CODHES 2013 : 100). En ce sens, les IAG présents à Soacha préfèrent opérer *discrètement* et par l'intermédiaire de groupe tiers. Ce faisant, ces acteurs armés opèrent un contrôle sur l'accès ainsi que sur les ressources présentes dans ces quartiers n'ayant pas droit de cité. En y distillant la peur, ils investissent tout autant les lieux publics que l'espace privé des résidents qui s'y disposent :

C'était mieux de les voir, parce qu'on le savait et on s'adaptait en fonction. Mais depuis qu'ils restent cachés, ils font des choses plus terribles qu'avant. Avant, on pouvait les identifier, alors on marchait par tel chemin, on les évitait. Mais maintenant, on se méfie de tous et de tout le monde parce qu'on ne sait pas ce que les gens sont. Avant on savait comment se comporter en fonction de qui c'était, mais maintenant, comme on ne le sait pas... On vit plus dans la peur, parce qu'avant on les voyait, on savait s'ils étaient des FARC, ou des paramilitaires, on les distinguait... Mais caché, c'est pire. On se réveille certains matins et on trouve 6 ou 7 garçons, jetés dans la rue, simplement parce que la veille ils ont fait du nettoyage... mais on ne sait pas qui c'est (Esperanza, *desplazada*, 2012).

Bien qu'agissant par bandes interposées, les phénomènes de violences qu'enregistrent les quartiers informels soachunos tendent ainsi à se calquer sur le modèle globalement admis, bien que ne faisant référence à rien de précis, des « violences urbaines ». Dès lors, la reconnaissance d'une modalité urbaine au *desplazamiento forzado* fait débat, car le terme de « violence » étouffe la mise en place par les IAG de processus qui, même minimes, finissent par *mimétiser* progressivement les dynamiques du conflit armé ayant cours dans les campagnes : extorsions, recrutement forcé d'enfants-soldats, prostitution infantile, *desplazamientos forzados*, laboratoires de drogues (les « cuisines » du Bazuco) et développement, depuis des micro-espaces, de réseaux de reventes de drogue qui desservent la capitale.

### ***Mesurer la contrainte des mouvements forcés à l'échelle du territoire : penser la violence économique pour saisir le déploiement d'une économie parallèle de la violence***

La catégorie de *desplazamiento forzado* telle qu'elle est actuellement définie en Colombie emprunte le lexique de l'analyse démographique et spatiale pour décrire une modalité de migration de population qui s'opère sous la contrainte de la guerre. Aussi, pour étudier cet objet, il convient de le penser en contexte, c'est-à-

dire comme une réalité dynamique qui, empruntant le vocabulaire des géographes, cristallise mouvements de population involontaires et contexte sociopolitique local se rapprochant à *distance raisonnable* du statut de réfugiés tout en lui étant opposée par *naissance* (Agamben, 1997 : 142).

L'ampleur de ce phénomène et sa récurrence dans l'histoire colombienne sont toujours en processus d'excavation. Aussi, les récentes recherches estiment que leur pratique remonterait à la seconde moitié du XXe siècle, c'est-à-dire aux prémises de la *Violencia* :

[...] la guerre des deux partis traditionnels entre 1946 et 1957, et avec des tendances plus localisées entre 1958 et 1966[...] a provoqué la migration forcée de plus de deux millions de personnes, équivalent à quasi un cinquième de la population totale, qui atteignait alors onze millions (Osorio Pérez 2007 : 41).

Phénomène de longue date, le *desplazamiento forzado* est ainsi considéré, par nombre de chercheurs, comme structurel au territoire colombien, la recherche de son contrôle étant au cœur des dynamiques d'affrontements armés qu'enregistrent ce pays en tant que

[...] garantie d'un accès social et matériel permanent à un ensemble de ressources naturelles susceptibles d'assurer pour une large part la continuité matérielle du groupe local[...] (Godelier 2007: 107-108).

Selon la sentence T-327 prononcée en 2001 par la Cour constitutionnelle colombienne, le déplacement forcé est une situation acquise de fait et ne conçoit, en ce sens, pas de limites spatiales dans la reconnaissance de sa pratique. Cependant, s'il est admis qu'elles sont légion en zones rurales, beaucoup nient l'avènement de ces migrations forcées en milieu urbain. Il faut bien dire que les victimes de ces évictions à mi-chemin de l'exil et de l'expulsion constituent une altérité tout aussi gênante que suspecte. Leur existence témoigne du déroulement d'une guerre au demeurant innommée dont les narratives scénographiques varient d'un groupe armé à l'autre, comme en attestent les nombreux néologismes qui se dégagent des récits visant à *définir* la situation belliqueuse que traverse actuellement ce pays.

Qu'il soit avancé que les affrontements relèvent des actions du « narco-terrorisme », « des narco-guérillas », de la « narco-démocratie » ou encore du développement de la « para-politique » instaurée par une oligarchie « enkystée »,<sup>10</sup> le sens du conflit armé interne, en tant que continuum d'opposition de la vie politique *normée*, se retrouve cependant toujours articulé autour du point nodal de la violence (Peñafiel & Nantel, in Corten et Côté 2008: 209). Aussi, cette dernière constitue la « contrainte » admise comme poussant les acteurs sociaux à abandonner leur lieu de résidence : elle est la *force* qui induit ces mouvements. Cependant, toutes les violences ne se valent pas. Ainsi, en Colombie, le sens qui est admis à la violence se révèle souvent fonction de la « nature » du territoire expulseur, mais aussi de la personnalité du *fonctionnaire* en charge de l'enregistrement de la déclaration de *desplazamiento forzado*. Dans la mesure où la violence ne peut être observable *per se* car immanente et relevant d'une catégorie performative (Corten 2008 : 46), la *codification* de ce phénomène se traduit donc par l'existence d'importants sous-registres, notamment en ce qui concerne

<sup>10</sup> Le terme « enkysté » a été employé à de nombreuses reprises par mes interlocuteurs au cours du travail de recherche, aussi bien lors d'entretiens qu'au cours de réunions plus informelles.

l'évaluation de ses modalités urbaines (CODHES 2013: 13, 36, 92). Cependant, certaines tendances se dégagent de leurs analyses.

Ainsi, le phénomène du *desplazamiento forzado intraurbano* a essentiellement été documenté dans des travaux réalisés ou publiés par des ONG.<sup>11</sup> Silencieuse et peu médiatisée, ces rapports font ressortir que cette pratique de mobilité forcée n'est pas aléatoire. En ce sens, elle est majoritairement effectuée sur des personnes en situation de vulnérabilités. Bien que ces expulsions soient essentiellement effectuées à l'encontre de primo-déplacés, elles peuvent néanmoins affecter l'ensemble des résidents des secteurs informels et même des démobilisés, comme ce fut le cas pour Mauricio:

[...] Je... je suis un démobilisé [...] Je suis venu m'installer ici il y a deux ans, parce qu'ailleurs, je n'aurais pas pu payer de loyer, même avec l'allocation que l'État me versait... [...] En sortant de la Maison de Paix, je suis venu m'installer ici avec ma femme. [...] Vous savez, quand on a rendu les armes, pour eux (les IAG), c'est un peu comme si on avait trahi... Quand ils ont su que j'étais dans le quartier, ça n'a pas manqué, ils sont venus se venger (...), c'était à la tombée de la nuit. Ma femme était sur le perron, et deux types à moto se sont pointés devant chez nous, dans le quartier X... Ils lui ont tiré dessus en criant "c'est de la part du Bloque"... sous mes yeux... Cette nuit-là, je suis allé rapporter les faits à la police, et quand je suis revenu, ils avaient brûlé ma maison, alors j'ai quitté le quartier... [...] Je suis allé m'installer ailleurs, mais toujours dans Soacha... mais ailleurs, car je ne peux pas rester ici [...] (Mauricio, *démobilisé*, 2012).

Ainsi, au cours du travail d'enquête, la pratique de cette modalité migratoire s'est révélée inscrite dans des logiques plurielles prenant place aussi bien dans le temps (vengeances/persécutions) que dans l'espace (compétitions d'approvisionnement/sanctions comportementales). Cependant, pour comprendre les « causes » à l'origine de leur avènement, il convenait de mesurer les contraintes les impulsant *en situation*, c'est-à-dire en tenant compte à la fois du temps, de l'espace et de la morphologie sociale des territoires sur lesquels elle se donnait à voir, car

[...] in the complicated web of actual events, no process appears alone. Many events and many laws of many types produce actual behaviour. Second, cause and effect are interdependent and all events are both causes and effects (Gluckman 1958: 75).

En ce sens, il convient de considérer que la légitimité d'action allouée aux acteurs armés se disputant le contrôle des Hauts de Cazucá repose en grande partie sur la violence symbolique immanente à cet espace. Dans les faits, ces groupes s'appuient sur l'iniquité d'accès au droit de Cité formé par l'ensemble formel/informel qu'éprouvent les résidents de cette hétérotopie. Cependant, ils n'interviennent pas directement dans son office, préférant instrumentaliser cette situation soit pour recruter des membres, soit pour créer des marchés économie paraétatiques servant non seulement leurs intérêts, mais aussi leur crédibilité auprès des populations qu'ils entendent contrôler sur ces espaces clés.

Avant d'accuser la présence d'IAG, il convient de considérer que les Hauts de Cazucá présentent des manques importants en termes d'approvisionnements et

---

<sup>11</sup> Par ONG, il convient de comprendre la définition qu'en admet Arjun Appadurai, à savoir que ce terme regroupe « une énorme catégorie qui va des Églises et des grandes organisations philanthropiques aux corps multilatéraux et aux sociétés scientifiques. » (Arjun Appadurai, 2007 :185).



de services (Hannerz 1983: 369), ce pour quoi il est devenu un terrain propice pour l'action humanitaire. Dès lors, la violence qui le traverse relève du multiple, et c'est précisément sur cette défaillance « née » de l'uniformisation du modèle État nationaliste (Minassian 2011: 17) que les IAG justifient de recourir à la violence physique sur ces hors-lieux et la légitime. Ainsi, il ne fut pas rare qu'au cours des entretiens, cet état de fait soit évoqué par mes interlocuteurs:

[...] bon, si quelqu'un est méchant, avec ses voisins, et bien c'est normal qu'on l'expulse, en tout cas ça le devient, on le comprend parce qu'on s'y habitue... mais quand on ne fait rien d'autre qu'être là... et quand ça vous arrive, la seule chose que vous avez en tête, c'est partir, mais vous ne savez même pas par où aller [...]. La semaine dernière, j'ai entendu qu'une dame avait reçu un pamphlet. Elle l'a vu se glisser sous la porte. Il lui disait de partir tout de suite sinon elle aurait des ennuis. Mais je l'ai entendu dans le bus qui montait, c'est tout. J'ai demandé au Seigneur que ça ne m'arrive pas. Parce que par où on peut aller, dans ce genre de situation, c'est tellement spontané. Où est-ce qu'on peut aller ? [...] Et la police, elle vient tout le temps nous demander d'où on vient, et "par où vous comptez aller" [...] et c'est terrible de vivre ça (Fernanda, *desplazada*, 2012).

Bien que contradictoires, ces propos ne sont pas dénués de sens et témoignent de la représentation *punitiva* légitime qui peut être allouée, par les résidents des espaces informels, à la pratique de *desplazamientos forzados* en milieu urbain. Situé à mi-chemin entre la sanction et la punition, le déploiement de cette violence est ainsi devenu fonction de la violence économique, symbolique et culturelle qu'expérimentent les habitants des quartiers informels soachunos. En ce sens, et bien que déplorée, elle n'est pas perçue comme irrationnelle. Dès lors, il ressort que sur les Hauts de Cazucá, l'État ne se présente pas comme le seul détenteur du « monopôle de la violence physique légitime » (Weber 1963: 125) : il n'en est qu'un des multiples officiants parmi l'ensemble de ceux que compte cet espace depuis sa colonisation.

En ce sens, l'inscription des guérillas dans les *villes-bis* remonte au début des années 1980 et s'est consolidée au cours des années 1990, décennie durant laquelle Soacha a été investi par le bloque Capital des paramilitaires. Ainsi, la consolidation de ces avant-postes urbains entendait permettre aux différents mouvements de renforcer leurs infrastructures militaires (armes/marchés), mais aussi de recruter de nouvelles recrues parmi la population urbaine. En leur fournissant des services de protection contre obéissance ou assistance, leur inscription dans ces *hors lieux* s'est traduite par l'émergence de dynamique d'appartenances, organisées autour d'un axe rejet/adhésion gravitant autour de « ceux qui savent [...] qui ont les armes [...] détiennent les fusils [...] » (Pablo, *desplazado*, 2012). En ce sens, selon le témoignage de Pablo, l'intervention et la médiation opérée par le M-19 lors de la mise en place des « Campamentos de Paz » sur les marges informelles soachunas furent plutôt bien accueillies par les organisations *politiques* des citoyens vivants sur les *hors-lieux* cazuqueños :

Nous avons commencé à travailler dans ce secteur, mais aussi à Santo Domingo, avec des anciens du M-19. On vivait tous bien, mais la machine s'est emballée, et plein de gens ont commencé à arriver de différentes régions, et celles-là avaient connues différents groupes armés (Pablo, 2012)

Dès lors, le déploiement et la démultiplication de cette violence physique au cours des années 1990 (Pérez Salazar 2007) à donner forme à une économie parallèle de la violence. Bien qu'illégal, cette dernière n'a pas été perçue comme

illégitime. Aussi, si ces groupes « ne sont pas la loi » (Esperanza, Fernanda, Pablo, Rosa, Maria, *desplazados*, 2012), ils demeurent ceux « qui ordonnent » et qui conforment, avec les institutions étatiques, la structure de pouvoir élastique régissant le quotidien sur Cazucá. Situé entre politiques d'offres et services à la demande, il en ressort que bien qu'ils soient considérés comme des non-villes, les quartiers informels soachunos ne sont exempts de logiques de pouvoir, ce dernier devant être analysé

[...] comme quelque chose qui circule, ou plutôt comme quelque chose qui ne fonctionne qu'en chaîne. Il n'est jamais localisé ici ou là, il n'est jamais entre les mains de certains, il n'est jamais approprié comme une richesse ou un bien (Foucault, in Dreyfus et Robineau 1984: 26).

### ***Des îles dans la ville : des espaces inscrits dans un ordre pluriel***

Les *desplazamientos forzados intra-urbanos* ayant cours dans les villes bis soachunos s'inscrivent dans des logiques plurielles et font intervenir différents acteurs. Ces derniers vont des IAG aux « bandes de délinquances communes », aux *pandillas* ou encore aux combos, en passant par les habitants, les fonctionnaires et les travailleurs sociaux rattachés au grand ensemble des ONG. Bien qu'ils soient éclectiques et que leurs actions les inscrivent dans des registres forts dissemblables, ces acteurs sont tous des « détenteurs d'offices » (Leach 1972: 31) sur cet espace de l'illégalité, et ce, en leur qualité de « *personnes sociales qui occupent des postes dotés de pouvoir* » (Ibidem). En ce sens, ils prétendent tous exercer un contrôle sur ce territoire, mettant en œuvre, pour ce faire, divers mécanismes coercitifs.

Ces détenteurs d'offices peuvent schématiquement être regroupés en deux grands ensembles :

- les institutions<sup>12</sup> formelles : elles sont composées par les associations d'habitants, les ONG, les ONGI et les institutions étatiques ;
- les institutions informelles : elles sont composées par les IAG, les *pandillas*, les Bandes Criminelles Émergentes ou encore les cartels.<sup>13</sup>

Alors que les premières visent essentiellement à pallier à la violence symbolique que vivent les habitants de Cazucá, les secondes instrumentalisent l'exclusion sociale de cet espace en vue d'y assoir leur contrôle. Ainsi, bien que subnormales et parfois contradictoires, les règles émises par ces détenteurs d'offices administrent, ensemble, les espaces périurbains informels soachunos. Se

---

<sup>12</sup> *Par institu: ion il convient de comprendre la définition qu'en admet Alfred Reginald Radcliffe-Brown, à savoir « [...] les normes établies dans une forme particulière de la vie sociale, normes de conduite établies et reconnues comme telles par un groupe ou une classe sociale distincte. Les institutions désignent un genre ou un type défini de relations et d'infractions sociales. Ainsi, dans une société donnée, localement définie, on constate qu'il existe des règles, que cette société accepte, et qui définissent la façon dont un homme doit se conduire [...] » (Alfred Reginald Radcliffe-Brown, 1972, p. 67).*

<sup>13</sup> Nous employons le terme cartel dans son sens économique le plus large, en tant qu'« [...] accords implicites ou explicites- que font certains producteurs dans une même branche [...], dans le but de limiter la production, fixer les prix, se répartir les marchés, déterminer les quotas de ventes, de fabrication, de distribution, et partager les bénéfices entre chacun des membres » (Delpirou & Mackenzie, 2000 : 13). Aussi, il n'y a pas que des cartels liés à l'économie des stupéfiants sur les quartiers périurbains informels soachunos. Les marchés de l'approvisionnement et des services (entretien de voiries, services d'ordre, santé, alimentation, évacuation des eaux usées, acheminement de l'eau potable, électricité, gaz, sols), constituent aussi des secteurs de l'échange à forts potentiels. Dès lors, les détenteurs d'offices qui opèrent sur ces quartiers s'en distribuent la gestion ou se la disputent.

présentant toutes comme les garantes de l'ordre social au quotidien, elles se partagent les offices de Cazucá ainsi que son espace et son temps. Ainsi, alors que les institutions formelles interviennent le jour durant, les informelles opèrent la nuit tombée.

Malgré l'ambiguïté apparente qu'une telle situation laisser transparaître, ces institutions conforment un double système de pouvoir. En ce sens, le recours aux unes s'avère fonction de l'alternative assurée par l'existence de l'autre. Ainsi, la cooptation par les IAG des groupes de délinquance dite « commune », des *pandillas* ou des *combos* ne saurait se comprendre sans tenir compte de la stigmatisation et la détresse économique dont font l'objet les résidants de ces *hors-lieux* (Agier 1999):

« Ici, ils disent que les *desplazamientos forzados* sont faits par les réinsertados. Alors oui, certains démobilisés reprennent les armes [...] et développent leur business ici. Mais ils forment leurs propres combos de jeunes, et ces jeunes, et bien ce sont souvent des fils de *desplazados* [...] inscrits ou non dans le RUPD... C'est paradoxal [...] parce qu'ils finissent par travailler avec des acteurs qui ont peut-être déplacé leurs parents, ou leur tante, que sais-je [...], mais il ne faut pas voir ces recrutements depuis le *desplazamiento* : [...] c'est d'abord économique, parce que c'est facile de recruter ici, même sans s'exposer. Tu as vu toutes les petites annonces qui sont scotchées sur les poteaux quand tu montes ? [...] Elles commencent toute par "On recherche" ou "On propose", et ça peut être pour un boulot de dix heures, pour des cours de guitare ou un appartement loué contre service, n'est-ce pas ? Et bien c'est comme ça que les acteurs armés recrutent ici, par petites annonces, scotchées dans la rue, ou même publiées dans le journal. C'est connu et on l'a déjà signalé, et c'est souvent comme ça que les jeunes rentrent dans ces groupes : pour des raisons économiques. La dimension communautaire que la municipalité met en avant, elle vient après... mais ici, c'est économique (Fonctionnaire, 2012).

L'un des objectifs de notre organisation, c'était aussi de faire du lien, de ne pas laisser le tissu social se décomposer. C'est pour ça que lorsque ça a commencé à devenir lourd ici, dans les années 2000, nous avons commencé à rassembler les jeunes, pour essayer de les surveiller et surtout pour veiller sur eux, pour qu'ils ne soient pas cooptés par ces groupes, parce que ces gens-là, ils ont un mode opératoire très rodé. Ils commencent par donner entre 2000 et 5000 pesos à ces petits jeunes des quartiers, quand ils les voient, comme ça, pour rien... mais au fur et à mesure, les jeunes s'y habituent, et ils leur font confiance, et là, ils arrêtent de leur donner cet argent : ils exigent des services en échange, et voilà comment ils sombrent (Pablo, 2012).

« Terre où vont les pauvres » (Fernanda, Rosa, Esperanza, *desplazadas*, 2012), le territoire des Hauts de Cazucá constitue donc un filon économique ainsi qu'un vivier de combattant<sup>14</sup> pour les IAG. En ce sens, le contrôle de ce territoire, tout informel et réduit soit-il, n'est pas dénué d'intérêt pour ces derniers : il constitue tout autant un atout qu'un enjeu pour ces groupes. D'une part, « l'État y brille par son absence » (Fonctionnaire, 2010), ce qui facilite l'emprise déployée par les IAG sur la population qui s'y disposent tout en gagnant de la légitimité d'action à leurs yeux. D'autre part, les vulnérabilités que cumulent ces espaces en font des zones au potentiel d'extorsion humaine et économique infini, leurs résidants ayant le sentiment que le « gouvernement [...] [les] a oublié » (Esperanza, *desplazada*, 2012) ou qu'il « ne veut pas [...] [les] voir » (Pablo, *desplazado*,

<sup>14</sup> Pour reprendre l'expression d'un père de famille qui participait à une réunion en 2011 sur l'état d'avancement du Plan Integral Unico (PIU) de Soacha et qui y raconta la menace de recrutement dont avait fait l'objet son fils par un IAG, ces combattants sont recrutés « *a las buenas o a las malas* », c'est-à-dire de la « bonne » ou de la « mauvaise » façon (en somme, en étant rémunéré ou en étant enlevé).

2012). Dès lors, les IAG ne font pas qu'exploiter les faiblesses administratives qu'accusent ces quartiers : ils les exploitent, reproduisant leurs *modus operandi* de manière stratégique en adaptant leurs *tekhné* aux ressources matérielles et humaines que compte l'espace urbain.

Ainsi, le *desplazamiento forzado* opéré en milieu urbain répond-il à des intérêts tout autant économiques que politiques. D'une part, il constitue un moyen de pression contraignant permettant de faire régner l'ordre et d'expulser, au besoin, les réfractaires au système : si les habitants de Cazucá ne respectent pas les règles établies par les IAG, ils *risquent* de se faire déplacer. En ce sens, qu'elle soit anticipée (suite à une menace de recrutement forcée par exemple) ou spontanée (suite à une menace de mort), cette modalité migratoire résulte d'une contrainte directe affectant la liberté d'agir des citoyens vivant sur ces espaces.

D'autre part, en expulsant les occupants de leurs domiciles, les IAG peuvent récupérer les locaux et les rentabiliser, opérant de ce fait une para-capitalisation du foncier urbain dont la gestion est attribuée, selon les habitants de ces quartiers et une branche de l'ONU, à une mafia nommée *los terreros*:

« [...] on observe une situation nouvelle dans ces quartiers. [...] En fait, c'est une dynamique de violence un peu plus complexe que celle observée dans les campagnes, parce qu'il y a comme un panel d'acteurs qui confluent vers la même zone. [...] on a la présence d'acteurs armés [...]. On a aussi la formation de bandes [...] et il y a ce que les habitants appellent les Terreros [...]. Et eux, ils se positionnent par rapport au fait que ces terres [...] sont occupées de façons illégales. En fait, ces zones d'invasion appartiennent à des personnes réelles, à des privés. [...] Du coup, il y a un conflit entre la communauté qui habite cet espace et les propriétaires de ces terres. Alors les habitants nous disent que derrière cela, il y a des mafias, et qu'elles contrôlent la propriété de la terre. [...] en fait, elles gèrent les ventes relatives aux usages des terrains, parce qu'elles ne peuvent les vendre en tant que tel, [...] Ce n'est pas leur propriété, alors elles ne peuvent pas le faire [...], car elles n'en ont pas les actes notariés. Mais ce qu'elles font, c'est vendre l'usage de certains terrains aux personnes récemment arrivées. Alors, ce qui se passe avec ce type de déplacement, qui est orchestré par l'intermédiaire des bandes juvéniles et des acteurs armés, c'est qu'il s'inscrit aussi dans un marché attaché au territoire. En fait, pratiquer ces déplacements intra-urbains [...] permet de vendre le terrain à nouveau. [...] Donc en fait, on peut dire que derrière ces *desplazamientos*, il y a une dynamique soutenue par des réseaux qui ont des ressources et que les raisons des menaces que reçoivent les habitants de ces secteurs visent à sortir ces personnes. Du coup, leurs maisons étant désoccupées, les Terreros peuvent les revendre. [...] Et dans la mesure où la propriété de ces terrains est en litige initial [...] ce n'est pas une situation facile que de protéger ces personnes *déplacées* ou même leur bien (Fonctionnaire d'une branche de l'ONU, 2012).

Ainsi, les violences ritualisées pratiquées au quotidien par les institutions informelles pratiquent sur les hétérotopies périurbaines soachunas visent un intérêt économique, mais aussi stratégique, son possible avènement ayant pour effet de brider la création de liens sociaux entre leurs habitants. En les maintenant dans la mémoire de leur vécu « d'avant » et en reproduisant un *modus operandi* analogue à celui distillé dans les campagnes, ils cherchent à contenir leur désir d'investir le présent. Pour ce faire, ces acteurs en armes s'appuient donc sur les *séries* créées par le gouvernement, produisant ainsi un sentiment de continuité dans la chaîne temporelle des parcours de la *déserrance* des occupants de Cazucá et exacerbant le ressenti des inégalités qu'ils subissent quotidiennement.

### ***Conclusions : demeurer en milieu urbain, un acte de résistance citoyen ?***

Pratiqués dans des quartiers informels dont le droit de Cité est entaché du fait de leur illégalité, les *desplazamientos forzados* opérés en milieu urbain présentent des similitudes avec ceux observés dans les campagnes colombiennes depuis le milieu des années 1980. En ce sens, il convient de les comprendre comme

[...] une nouvelle typologie du desplazamiento forzado interne [et] implique de comprendre le phénomène comme étant une réalité de fait qui est complexe, qui est sujette aux changements et impose une violation continue des droits de l'homme des personnes qui en sont victimes, et ce, tant de par la pression des groupes armés que de par l'inefficacité des autorités chargées de garantir la prévention, la protection et l'attention de la population victime de migrations forcées à l'intérieur des villes (Atehortúa 2009: 253).

Résultant de contraintes multiples, il demeure néanmoins que dans sa modalité intra-urbaine, la trajectoire suivie par ces migrants- victimes de guerre les amène à se réinstaller à proximité des sites d'où ils furent expulsés. Aussi, cette alternative présente des risques, car bien qu'elle s'avère moins onéreuse qu'une réinstallation sur autre territoire, ils peuvent néanmoins se trouver à nouveau confrontés aux acteurs qui les ont déplacés. Cependant, elle fait aussi figure d'acte de résistance nous rappelant que ces migrants, « potentiels » ou effectifs, ne demeurent pas passifs face aux situations générant des *desplazamientos* en Colombie. En demeurant à proximité de leur lieu de départ, nombre d'entre eux m'ont dit vouloir faire valoir leurs droits de citoyens, parmi lesquels Pablo qui, ayant accédé au statut de réfugié politique avec sa famille, est finalement revenu à Cazucá pour continuer sa « lutte », refusant que ses « gens ne se laissent dominer par la guerre ou par l'état de fait qui en découle » et qui selon lui, est devenu « un business ».

### ***Bibliographie***

- ABELES, M. (2008) *Anthropologie de la globalisation*, Paris : Payot et Rivages.
- AGIER, M. (2002) *Au bord du monde, les réfugiés*, Paris : Broché
- (1999) *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris : Éd. des archives contemporaines.
- APPADURAI, A. (2007) *Géographie de la colère : la violence à l'âge de la globalisation*, Paris: Payot.
- ATEHORTÚA ARREDONDO, C. I. (2009) "Límites para el concepto de desplazamiento forzado intraurbano. El papel de la acción de tutela y de la jurisprudencia en su construcción", *Diálogos de saberes: investigaciones y ciencias sociales* 30, pp. 241–260.
- AUGÉ, M. (1994) *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris: Aubier.
- (2012) *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris: Éd. Payot & Rivages.
- BALANDIER, G. (1988), *Le désordre: éloge du mouvement*, Paris : Fayard.

BELLO ALBARRACÍN, M. N. (2003) "El desplazamiento forzado en Colombia: acumulación de capital y exclusión social", *Aportes Andinos* 7(9), [<http://www.repositorio.uasb.edu.ec/handle/10644/613>, accessed July 12, 2012].

CODHES (2011), *De la seguridad a la prosperidad democrática en medio del conflicto*, Bogotá: Ed. Anthropos Ltda.

----- (2013) *Desplazamiento forzado intraurbano y soluciones duraderas. Una aproximación desde los casos de Buenaventura, Tumaco y Soacha*, Bogotá: ACNUR, [<http://www.acnur.org/t3/fileadmin/scripts/doc.php?file=t3/fileadmin/Documentos/Publicaciones/2013/9156>, accessed April 27, 2013].

CORTEN, A. et CÔTÉ, A.-É. (2008), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

DANE (2010), *Boletín – Censo general 2005. Perfil Soacha - Cundinamarca*, 6, [[http://www.dane.gov.co/files/censo2005/PERFIL\\_PDF\\_CG2005/25754T7T000.PDF](http://www.dane.gov.co/files/censo2005/PERFIL_PDF_CG2005/25754T7T000.PDF), accessed July 17, 2013].

DELPIROU, A. et MACKENZIE, E. (2000), *Les cartels criminels cocaïne et héroïne, une industrie lourde en Amérique latine*, Paris: PUF.

DREYFUS, H. et RABINOW, P. (1984) *Michel Foucault. Un parcours philosophique*, Paris: Gallimard

FOUCAULT, M. (2004, 1er éd. 1984), "Des espaces autres", *Empan* 54, pp.12-19.

GODELIER, M. (2007) *Au fondement des sociétés humaines: ce que nous apprend l'anthropologie*, Paris: Albin Michel.

GOUËSET, V. (1998) *Bogotá: nacimiento de una metrópoli*, Lima: CENAC-IFEA.

HANNERZ, U. (1983) *Explorer la ville: éléments d'anthropologie urbaine*, Paris: Éditions de Minuit.

HUMAN RIGHTS WATCH (2010) *Herederos de los Paramilitares. La Nueva Cara de la Violencia en Colombia*, United States of America: Human Rights Watch, [<http://www.hrw.org/es/reports/2010/02/03/herederos-de-los-paramilitares>, accessed March 4, 2010].

LEACH, E. R., (1972) *Les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie: analyse des structures sociales kachin*, trad. Anne Guérin, Paris : F. Maspero.

LEFEBVRE, H. (1974) *Le droit à la ville suivi de Espace et Politique*, Paris: Anthropos.

MINASSIAN, G. (2011), *Zones grises: quand les États perdent le contrôle...*, Paris: Autrement.

NARANJO GIRALDO, G. (2004) "Ciudades y desplazamiento forzado en Colombia. El reasentamiento de hecho y el derecho al restablecimiento en contextos conflictivos de urbanización", in BELLO ALBARRACÍN, M. N., *Desplazamiento forzado. Dinámicas de guerra, exclusión y desarraigo*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia: ACNUR, pp. 279–309.

PÉREZ SALAZAR, B. (2007) "El paramilitarismo en Cundinamarca y Bogotá, 1997-2005", in ROMERO, M. et al. (eds) *Parapolítica. La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, Bogotá: Corporación Nuevo Arco Iris, pp.59-107.

RADCLIFFE-BROWN, A. R. (1968) *Structure et fonction dans la société primitive*, trad. Françoise Stoullig-Marin et Louis Marin, Paris: Les Éditions de Minuit.

SENADO DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA (2011) “Ley de víctimas y Restitución de tierras”, [[http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley/2011/ley\\_1448\\_2011.html](http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley/2011/ley_1448_2011.html)], accessed July 9, 2012].

----- (2005) “Ley de Justicia y Paz”, [[http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley/2005/ley\\_0975\\_2005.html](http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley/2005/ley_0975_2005.html)], accessed November 23, 2008].

----- (1997) “Ley 387”, [[http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley/1997/ley\\_0387\\_1997.html](http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley/1997/ley_0387_1997.html)], accessed November 23, 2008].

UNHCR (2007) “Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés”, [<http://www.unhcr.fr/4b14f4a62.html>], accessed December 5, 2010].

UNHCR (1998) “Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l’intérieur de leur propre pays”, [<http://www.unhcr.fr/4b163f436.html>], accessed Septembre 12, 2008].

WEBER, M. (2002; 1er éd.1963) *Le savant et le politique*, trad. Julien Freund, E. Fleischmann et E. (de) Dampierre, Paris: Bibliothèque 0/18.

© Copyright Tiphaine Duriez, 2014

© Copyright *Quaderns-e de l'ICA*, 2014

Fitxa bibliogràfica:

DURIEZ, Tiphane (2014), “Pouvoirs, territoires et stratégie de contrôle : les *desplazamientos forzados intra-urbanos* à Soacha, Hauts de Cazucá (Colombie). Analyse ethnologique d’une mobilité sous contrainte silencieuse ancrée dans le temps de la guerre”, *Quaderns-e de l’Institut Català d’Antropologia*, 19 (1), Barcelona: ICA, pp. 160-174. [ISSN 169-8298].

